LEDRIZ:

Les Syndicats créent un Espace Démocratique au Zimbabwe

ZIMBABWE: un Aperçu Politique et Economique

Après l'obtention de son indépendance du Royaume-Uni en 1980, le Zimbabwe n'a connu qu'un seul homme à la tête de son gouvernement: Robert Mugabe. Au cours des trois dernières décennies, le Président Mugabe et son parti, le Zimbabwe African National Union (ZANU-PF), ont consolidé leur pouvoir dans le pays.

Durant cette période, les Zimbabwéens ont dû faire face à la rébellion, une guerre coûteuse à l'étranger, une répression gouvernementale, des élections truquées, des troubles sociaux, une prise de décision chaotique, des crises économiques et, pour beaucoup d'entre eux, un accroissement de la pauvreté. Des programmes d'ajustement structurel et d'autres politiques économiques ont poussé des milliers de travailleurs dans l'économie informelle, grossissant les rangs des populations urbaines pauvres. Une réforme agraire maladroite a décimé un secteur agricole robuste—c'était la source principale de revenus liés aux exportations—et a engendré en conséquence presque deux décennies de sanctions imposées de manière internationale. Des mesures d'austérité fiscale **ont mené le Zimbabwe, pays riche en ressources, à un effondrement de l'économie.** Et, en Juillet 2008, l'inflation en glissement annuel s'établissait à 231 millions pourcents.

Le désaccord au Zimbabwe—entre des politiciens, activistes de droite et travailleurs—a souvent un lien avec le harcèlement, la suppression oppressive ou la violence manifeste. Le Zimbabwe Congress of Trade Unions (ZCTU) s'est, au fur et à mesure, opposé oralement au gouvernement dans les années 1990 et a joué un rôle critique dans la société civile en s'opposant oralement aux politiques destinées à punir. La capacité du ZCTU à mener des actions et à affecter la politique est souvent limitée à cause des fréquentes arrestations des leaders, des perturbations lors de ses réunions et de l'interdiction des marches.

Puis, les travailleurs ont continué de rechercher une voix dans les politiques qui pèse sur leur vie et leur subsistance. En 1999, un mouvement d'opposition formelle s'est intensifié à travers le Movement for Democratic Change (MDC), un parti politique mené par l'ancien leader syndicaliste Morgan Tsvangirai. Le gouvernement Mugabe en 2008, à la suite d'une violence résultant des élections et sous la pression de perturbations internes et de sanctions internationales, a accepté de partager le pouvoir avec le MDC. Tsvangirai a été assermenté à titre de Premier ministre, et les partis ont accepté de produire un projet de constitution, suivi par des élections présidentielles libres et justes. Les électeurs ont approuvé la nouvelle constitution qui a été fortement retardée, en mars 2013.

Tandis que quelques améliorations se font sentir dans l'économie, le pays doit toujours faire face à des sanctions, une majorité des travailleurs est sous-employée ou non employée, la pauvreté persiste et le Président du Zimbabwe déjà là depuis longtemps, est toujours aux commandes.

Photo: Stanley Kwenda/ IPS. Offert par IPS Inter Press Service.

Les Syndicats créent un Espace Démocratique au Zimbabwe

Du fait de la sévérité des contraintes politiques et économiques au Zimbabwe, le pays parait être un lieu invraisemblable pour les syndicats et leurs alliés progressifs ayant pour but de faire avancer la démocratie. En effet, le progrès est relatif dans un pays sujet à la corruption et devant faire face à des actes de violence à caractère politique. Les syndicats persistent encore et se portent porte-paroles des travailleurs et des pauvres.

En reconnaissant les limites du système politique et en concentrant leurs efforts sur les stratégies économiques, les syndicats zimbabwéens et leurs partenaires de la coalition ont créé une ouverture dans la sphère publique pour que les préoccupations des travailleurs soient entendues—et mettent en avant les problèmes contribuant à la crise de pauvreté de la nation. Ils mènent ces actions à travers un engagement direct avec les multiples niveaux du gouvernement et avec les chefs d'entreprise au Zimbabwe, tout d'abord en conjonction avec le seul institut de recherche qui a gagné la confiance des travailleurs, et avec les législateurs et les chefs d'entreprise.

LEDRIZ: Action des fers de lance de la recherche

Le ZCTU a reconnu qu'un modèle économique alternatif et axé sur les pauvres était nécessaire en 1991, année où le gouvernement a commencé à mettre en place un programme d'ajustement structurel économique (ESAP) sans consulter les parties prenantes clés, notamment les travailleurs.

Bien entendu, le ZCTU et ses affiliés ont commencé à critiquer le gouvernement, notamment son utilisation d'une approche descendante, et le fait d'être insensible aux besoins des zimbabwéens ordinaires.

Il a aussi adopté une réponse complémentaire mais inhabituelle: le ZCTU a créé un service de politique économique et a embauché un économiste Dr. Godfrey Kanyenze pour le diriger. L'objectif de ce service était d'impliquer activement les travailleurs dans la recherche d'alternatives de croissance économique, et d'aider les travailleurs à contribuer à la formation d'une politique économique, engagé auprès des décideurs politiques et défendant les travailleurs. En 1996, le ZCTU a publié *Beyond ESAP: Framework for a Long-Term Development Strategy for Zimbabwe.* Le livre et ses auteurs ont marqué une nouvelle ère pour le mouvement des travailleurs, dans lequel les syndicats font plus que critiquer les politiques gouvernementales afin de proposer des alternatives de politiques spécifiques à un niveau macro et sectoriel. Avec des données économiques à jour et leur analyse, le livre et ses auteurs ont aidé à répondre à une demande inhabituelle: la recherche d'informations objectives sur l'économie.

En 2003, le bureau économique du ZCTU est devenu un organe de pensée indépendant, le progressive Labor and Economic Development Research Institute of Zimbabwe (LEDRIZ). Aujourd'hui, c'est le porte-parole et chef de file en ce qui concerne les droits socioéconomiques et le développement. LEDRIZ s'est développé une réputation et est devenu la première organisation politique et de recherche économique, et son travail a aidé à définir les stratégies du gouvernement et la capacité syndicale. Son bureau composé de 10 membres inclut six représentants du mouvement syndical et quatre chercheurs indépendants.

Kanyenze décrit l'objectif de l'organisation comme étant de permettre aux travailleurs et aux syndicalistes d'influencer les politiques gouvernementales.

De gauche à droite: **Naome Chakanya,** LEDRIZ économiste et chercheur senior; **John Mufukare,** directeur général de l'Employers' Confederation of Zimbabwe (EMCOZ); et le secrétaire général du ZCTU **Japhet Moyo.**

Photos: Photographes Macpherson

LEDRIZ: UNE RESSOURCE POUR LES TRAVAILLEURS, EMPLOYEURS, GOUVERNEMENT: LEDRIZ propose un modèle exposant la manière de s'engager dans des discussions politiques constructives et basées sur des faits, qui soutiennent les travailleurs et leurs intérêts.

Employeurs: «Le plus gros danger auquel doivent faire face les employeurs au Zimbabwe est le VIH, emportant les plus jeunes et brillants,» dit le chef de l'association des employeurs John Mutukare. Il s'est basé sur une étude LEDRIZ montrant comment la coopération travailleur-employeur aide à diminuer la propagation épidémique et ses impacts.

Travailleurs: La recherche effectuée par LEDRIZ en 2009 sur l'impact de l'investissement chinois en Afrique a montré que, plutôt que de créer des emplois pour les travailleurs zimbabwéens, la Chine importe des travailleurs pour ses usines et s'engage dans des pratiques relationnelles industrielles qui nuisent au bien-être des travailleurs. L'économiste Naome Chakanya de LEDRIZ dit «Notre gouvernement doit penser de manière plus stratégique lorsqu'il accepte des affaires en termes de développement.»

Gouvernement: «De manière basique, nous couvrons presque tous les services du gouvernement car le développement par sa nature est multisectoriel,» dit le Directeur de LEDRIZ Godfrey Kanyenze. Par exemple, LEDRIZ a produit un rapport détaillé sur les opportunités d'emploi (le Zimbabwe National Employment Policy Framework, ZiNEPF) à la demande du Ministère du Travail et du Ministère de la Jeunesse, en collaboration avec l'International Labor Organization (ILO).

«Si le gouvernement nous invite alors à travailler directement avec lui, et que nous sommes en position d'influencer directement les politiques, alors c'est encore mieux,» dit Kanyenze. La recherche de LEDRIZ est diffusée et utilisée par les syndicats, la société civile, le gouvernement et le secteur privé.

Lorsque les dirigeants du ZCTU ont créé LEDRIZ, ils ont transformé le service en un organe de pensée économique légalement indépendant du ZCTU afin d'élargir l'accessibilité à leurs recherches et s'assurer de leur crédibilité face aux fonctionnaires du gouvernement et aux employeurs. Alors que la recherche initiale de LEDRIZ et son travail politique étaient basés sur la capacité à construire un mouvement de travailleurs, la demande pour son travail a rapidement augmenté, cette demande venant «du gouvernement et même des employeurs,» dit Kanyenze.

John Mufukare, le directeur général de l'Employers' Confederation of Zimbabwe (EMCOZ), dit que les employeurs s'appuient sur la recherche effectuée par LEDRIZ, notamment les analyses du marché du travail.

«Nous avons plusieurs institutions gouvernementales dédiées à la collecte de données. Mais ce n'est pas assez,» déclare Mufukare. «LEDRIZ est plus professionnel. Ses données sont fiables et reconnues.» EMCOZ représente 54 organisations d'employeurs enregistrés auprès du Ministère du Travail du Zimbabwe.

LEDRIZ est en complément de ZIMSTAT, la première entité gouvernementale responsable des données économiques. Les analyses de ZIMSTAT sont effectuées avec des années de retard, et les employeurs et les syndicats sont d'accord que ces informations pourraient servir à des fins politiques. Le secrétaire général du ZCTU, Japhet Moyo dit que les données économiques correctes sont cruciales afin d'atteindre des négociations collectives mutuelles et acceptables. LEDRIZ fournit des données telles que «des comparaisons au sujet de la croissance économique, des performances des secteurs, des tendances originales, des données sur les conséquences, ce que gagnent les PDG comparé aux travailleurs,» dit Moyo, «Ces informations sont vraiment efficaces pour obtenir des négociations collectives.»

Unifier les travailleurs, les employeurs et le gouvernement

Même avant sa genèse en tant qu'organe de pensée indépendant, le service politique économique du ZCTU en 1998 a effectué une grande avancée vers l'unification des parties prenantes de la nation lors de la lancée du Tripartite Negotiating Forum (TNF). Les employeurs, les fonctionnaires du gouvernement et les chefs d'entreprise sont représentés de manière égale sur le forum composé de 39 membres. C'est la seule organisation de cette sorte aujourd'hui au Zimbabwe. Ses recommandations au sujet de la politique économique sont menées par la recherche et l'analyse effectuées par LEDRIZ. A la fois les employeurs et les dirigeants syndicaux effectuent une activité de lobbying auprès du Parlement afin de rendre ce forum un secrétariat indépendant et permanent. L'objectif, comme le dit Mufukare d'EMCOZ, est «d'atteindre un dialogue social avec un statu légal.»

LEDRIZ a continué ses efforts et les a répandus afin de cultiver le dialogue entre les entreprises, les travailleurs et le gouvernement, et a atteint des objectifs concrets via une variété de projets. Un exemple implique le travail sur une problématique qui suscite souvent la controverse, et même des troubles, dans d'autres nations: la restructuration d'entreprises détenues par l'Etat. Ses efforts ont mis au point la sécurisation de toutes les parties.

En 2008, LEDRIZ a trouvé que, comme les entreprises appartenant à l'Etat avaient été restructurées, les travailleurs—qui n'avaient aucunement la main pour façonner le processus—souffraient étant donné que les emplois à temps complet avaient été supprimés ou le fonctionnement avait été fermé. LEDRIZ a mené deux conférences, regroupant les ministères du gouvernement, les représentants d'entreprises et des travailleurs. Naome Chakanya, l'économiste et le chercheur senior de LEDRIZ, dit que les travailleurs ont discuté sur la manière dont «les processus de restructuration pourraient être davantage tournés vers l'aspect social.»

Le résultat a été la création de «l'Accord Cadre Nationale 2011 sur la Restructuration des Entreprises d'Etats et des Organisations Parapubliques au Zimbabwe.» Chakanya et d'autres personnes décrient le processus d'élaboration du cadre comme «révolutionnaire» car, pour la première fois en ces trente décennies de restructuration,

Photo: Wendy Yip
http://www.flickr.com/people/yipski/

le gouvernement zimbabwéen et les employeurs s'engagent dans un dialogue avec les travailleurs.

Chakanya, qui travaille beaucoup sur les problématiques de restructuration et la privatisation des entreprises détenues par l'Etat, dit qu'avant l'accord du cadre, le gouvernement voyait les travailleurs comme «très arrogants et retardant les processus de restructuration.»

C'est pourquoi «c'était très excitant» de voir comment le travail de LEDRIZ a changé ce regard sévère, elle dit que «Ceci a démontré que le dialogue social était possible.»

La direction de LEDRIZ dans le processus de restructuration a aussi suscité les éloges des employeurs gérant des opérations détenues par l'Etat ou des entreprises privatisées. Mufukare dit que «LEDRIZ a effectué un très bon travail dans le domaine de la restructuration d'organisations parapubliques. Ils nous ont convaincus. Nous sommes tout à fait d'accord avec eux et avec les solutions qu'ils ont suggérées.»

Former et impliquer les travailleurs

LEDRIZ a reconnu qu'une équipe de travailleurs éduqués est un précurseur à une équipe engagée, et que ce qui est fondamental pour réaliser des progrès dans le domaine de la pauvreté est l'autonomisation et la participation des travailleurs et des pauvres dans le processus. L'une des plus grosses contributions de LEDRIZ se trouve dans le domaine de la formation en Littérature Economique et Droits.

A travers la formation, LEDRIZ explore avec les travailleurs la manière dont ils devraient demander des comptes au gouvernement pour qu'en échange de leurs impôts, ils obtiennent, au minimum, de l'eau potable et des équipements sanitaires. de l'électricité stable, une sécurité alimentaire, des soins de base, une éducation, des transports publiques, des logements et des infrastructures solides. Les travailleurs apprennent à reconnaitre le lien entre la démocratie et une bonne gouvernance. LEDRIZ multiplie ses impacts en proposant des programmes «Train the Trainer» sur la littérature économique et les droits pour les affiliés de ZCTU.

«C'est une grosse part de ce que nous avons fait,» dit Chakanya. «Les travailleurs commencent à se rendre compte qu'ils acceptent de payer des impôts s'ils ont des services en échange.» LEDRIZ encourage aussi le ZCTU et ses affiliés à joindre leurs forces à celles des organisations paires afin de maximiser leurs réussites. Kanyenze dit: «Nous avons réalisé que seuls, nous ne pourrons malheureusement pas porter à bien ce changement. Afin d'influencer les politiques, nous devons y aller en masse.»

LEDRIZ a travaillé avec l'International Labor Organization (ILO) sur le Decent Work Country Program Internal Review, 2009–2011 du

Zimbabwe. Le gouvernement, les entreprises et les syndicalistes ont accepté les recommandations de l'Internal Review en 2012, qui demandaient à renforcer le dialogue tripartite pour adresser les besoins clés, notamment l'investissement dans des infrastructures et leur réhabilitation, la gestion des déchets, la protection de la maternité, l'accès aux soins pour les travailleurs informels et l'égalité des sexes. Le chef d'entreprise Mufukare dit que les trois parties prenantes amèneront le rapport au cabinet du Zimbabwe, puis au Parlement.

En 2011, LEDRIZ a co-écrit *Beyond the Enclave: Towards a Pro-Poor and Inclusive Development Strategy for Zimbabwe* avec un groupe de défense nommé *Alternatives to Neo-Liberalism in Southern Africa (ANSA)*. La longue étude—basée sur des données économiques détaillées et leur analyse—s'attarde sur les contradictions au sujet de la manière dont un pays riche en ressources comme le Zimbabwe peut souffrir d'une pauvreté endémique. Ses auteurs proposent des politiques de développement formulées avec la participation de divers intervenants.

Beyond the Enclave a été rendu public lors d'un événement auquel ont assisté les représentants du Président Mugabe et le Premier Ministre Tsvangirai. D'autres fonctionnaires du gouvernement ont participé au lancement, ainsi que des dirigeants syndicalistes, des employeurs et des représentants d'organisations telles que des universités et des groupes religieux. La large gamme de participants a démontré la crédibilité de LEDRIZ et le succès éclatant de sa stratégie basée sur la création d'une coalition, qui a préparé le terrain pour des réalisations concrètes dans un contexte économique et politique extrêmement difficile.

Par ailleurs, dans le cadre de ses efforts pour sensibiliser les citoyens au sujet des droits démocratiques, LEDRIZ a publié en 2012 une version populaire de *Beyond the Enclave* simplifiée et conçue spécialement pour les formations basées sur les travailleurs. Cette version apporte une théorie économique aux organismes populaires et propose un moyen pour parler des intérêts de pouvoir dans des termes que tout le monde est capable de comprendre.

Comme preuve du respect que LEDRIZ a obtenu, le budget national pour 2013 du Zimbabwe, publié en Novembre 2012, reflète la terminologie et se base beaucoup sur «*Beyond the Enclave.*» En effet, le sous-titre du budget est: «*Beyond the Enclave: Unleashing Zimbabwe's Economic Growth Potential.*» «Tandis qu'il y aura vraisemblablement des challenges avec l'implémentation (du budget),» dit Kanyenze, «agir sur la narration est un bon point de départ.»

ALLER PLUS LOIN: Suivre l'argument sur la route des droits économiques des Citoyens

Au sein du Zimbabwe, LEDRIZ planifie plus de programmes pour étendre son travail de proximité de base. «Pas seulement pour pouvoir discuter entre économistes, ou qu'un économiste puisse discuter avec une agence gouvernementale, mais aussi pour créer une pression par-dessous et inciter les structures ZCTU de faire ceci,» dit Kanyenze.

Sur une échelle plus large, LEDRIZ travaillera directement avec des organisations politiques économiques mondiales afin de promouvoir la reconnaissance des droits économiques des citoyens. Avec l'ILO au Botswana, Lesotho, Swaziland et Namibie, LEDRIZ fournira une assistance technique afin d'aider les syndicats et les autres groupes progressifs à mieux organiser leurs agendas pour ouvrir la voie aux structures tripartites nationales. Et LEDRIZ continuera à travailler avec les organisations régionales et internationales pro-démocratie et pour la défense des droits de l'Homme, telles que l'Extractive IndustriesTransparency Initiative [http://eiti.org/] et l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) [http://osisa.org/].

LEDRIZ est membre de l'African Labor Research Network (ALRN), qui regroupe des institutions de recherche liées aux fédérations syndicales nationales et leurs services de recherche en Afrique, couvrant le Benin, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Nigeria, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Uganda, la Zambie et le Zimbabwe. Son mandat principal «est de promouvoir la recherche collaborative orientée vers la politique pour le mouvement des travailleurs africains sur les défis communs.» De plus, LEDRIZ a mis en place le projet Alternatives to Neo-Liberalism in Southern Africa (ANSA), une initiative du ZCTU et du Southern African Trade Union Coordination Council (SATUCC). «L'Afrique est un très bel endroit et malheureusement, cet endroit a été détruit par les actions des humains. Nous essayons d'intervenir pour pouvoir faire la différence,» dit Kanyenze. «Nous ne pouvons pas demander à quelqu'un d'autre de faire ceci à notre place. Nous devons le faire nous-mêmes.»

Photo: Terry Leung Chi Tak
http://www.flickr.com/photos/leungchitak/1277486213/

10 CHOSES QUI FONCTIONNENT

Le succès de LEDRIZ ayant dépassé les barrières traditionnelles, en devenant une ressource de confiance et en ayant influencé des politiques économiques, peut être attribué à une variété de facteurs:

1. LEDRIZ est devenu Indépendant. «Un syndicat est un ente politique,» dit le secrétaire général du ZCTU Japhet Moyo. «Vous ne devez pas amener de politique» dans ce type de travail.

2. LEDRIZ a construit sa Crédibilité. Mettre le doigt sur les problèmes n'est pas suffisant, disent les économistes de LEDRIZ. Pour être pris au sérieux, toute critique doit inclure des alternatives concrètes.

3. LEDRIZ a produit un Travail Professionnel. «La chose la plus importante est la qualité du produit… c'est la meilleure stratégie marketing,» déclare le Directeur de LEDRIZ Godfrey Kanyenze.

4. Le Travail de LEDRIZ est utile pour les Travailleurs, les Entreprises et le Gouvernement. LEDRIZ produit des rapports à la demande du gouvernement et des employeurs, et publie régulièrement des recherches essentielles pour les travailleurs et les dirigeants engagés dans les négociations collectives.

5. LEDRIZ limite ses Dépenses. LEDRIZ fonctionne avec quatre professionnels à temps complet et trois personnes de soutien. Pour les projets spécifiques, LEDRIZ fait appel à des universitaires spécialisés et experts.

6. LEDRIZ Cultive des Relations à de Multiples Niveaux du Gouvernement. L'organisation construit ses relations et est devenu une ressource pour l'équipe gouvernementale à tous les niveaux.

7. LEDRIZ propose une Formation en Littérature Economique. James Gondo, un éducateur de Communication and Allied Workers Union of Zimbabwe (CASWUZ), fait partie des travailleurs qui se fient à LEDRIZ pour la formation en littérature économique. «Même si je suis formé pour être éducateur, je n'ai pas les compétences pour gérer les aspects économiques. Ils sont dûment qualifiés.»

8. LEDRIZ prend part à de nombreux Groupes d'Intérêt. «Nous sommes conscients des besoins pour réellement créer un mouvement de personnes partageant les mêmes points de vue: le secteur des associations non gouvernementales (NGO), les églises, les organisations de femmes, les organisations de jeunes,» déclare Kanyenze.

9. LEDRIZ Développe un Soutien à l'Echelle Locale. Silas Kuveya, le secrétaire générale de ZimbabweTextile Workers Union (ZTWU), dit que son syndicat travaille avec LEDRIZ afin d'accroître la sensibilisation en formant les travailleurs, qui en retour «attireront l'attention des personnes au-dessus.»

10. LEDRIZ Construit des Partenariats Régionaux et Internationaux. «L'autre fonction de LEDRIZ est le plaidoyer» déclare Moyo. LEDRIZ «fait un grand travail de plaidoyer pour les travailleurs dans la région mais aussi à l'international.»

LEDRIZ: recommandations pour les Organisations de protection des droits des travailleurs

Assurez-vous que les Membres de l'Equipe Partagent la Mission de l'Organisation. «Nous ne regardons pas ce que nous faisons au travail. C'est un appel,» dit le Directeur de LEDRIZ Godfrey Kanyenze. «Ce qui est sûr, c'est que nous avons pris les personnes qui avaient été préparées, qui ont grandi avec l'organisation, qui ont grandi avec l'institution, qui ont grandi avec les valeurs et les principes de l'organisation.»

Soyez Responsable Financièrement. Commencez de manière restreinte avec une équipe limitée. L'objectif ultime—qui n'est pas encore atteint par LEDRIZ—est de devenir financièrement indépendant. LEDRIZ reçoit des compensations pour des projets commandés par des employeurs et l'ILO, et une partie de son travail est financée par les NGOs internationales de soutien aux travailleurs, notamment le Solidarity Center. LEDRIZ a aussi généré des revenus grâce à la vente de *Beyond the Enclave.*

Apprenez des Organisations Similaires. Visitez des organisations locales similaires et retirez le meilleur de leurs approches et structures. Afin de se séparer du ZCTU, Kanyenze et les autres personnes ont observé minutieusement le South Africa's National Labor and Economic Development Institute (NALEDI) et le Namibia's Labor Resource and Research Institute (LaRRI).

N'Essayez pas d'Etre Expert en Tout. Utilisez des experts locaux, ou des réseaux locaux, pour des projets spécifiques dans des domaines dans lesquels votre organisation n'a pas d'expertise.

Pour les Syndicats: Sortez de la Boîte des Syndicats. Avec leur présence continue, les syndicats sont en bonne position pour construire des coalitions nationales et locales, qui créeront une dynamique en faveur du changement.

Construisez des Relations et Travaillez au sein de Structures. Il est très possible que des organisations dans votre région travaillent sur des problématiques similaires. Créer des partenariats avec ces organisations permettra de produire des synergies mutuelles.

Photo: Ignatius Banda/ IPS. Courtesy of IPS Inter Press Service

CONTACT INFORMATION
LEDRIZ
http://www.ledriz.co.zw/
78 East Road / Downie Avenue Avondale
P.O. Box HR 9894, Harare, Zimbabwe
E-mail: info@ledriz.co.zw
Téléphone: +263-4-308846
Fax: +263-4-339833
Mobile: +263-772-948398

RESSOURCES
Les sources primaires pour cette publication ont été des entretiens à la première personne conduits par le Solidarity Center. Les notes sur les autres sources peuvent être trouvées sur le site internet du Solidarity Center, www.solidaritycenter.org

A PROPOS DE CETTE SERIE
Les travailleurs, peu importe le pays, veulent un gouvernement qui soit transparent, représentatif et responsable des citoyens—et qui agisse dans le but d'améliorer les conditions économiques de tous les citoyens. A travers le monde, les syndicats et les organisations de travailleurs jouent un rôle essentiel dans la défense des droits de l'Homme fondamentaux, s'assurant que la voix et les aspirations des travailleurs soient entendus dans le dialogue national, et proposant des politiques qui servent mieux la société civile et promeut une croissance économique équitable et un développement humain. *Catalysts for Change,* une série continue produite par le Solidarity Center avec le soutien du National Endowment for Democracy, présente les travailleurs, leurs syndicats et les activistes qui font bouger les droits des travailleurs et amènent une meilleure équité dans leur société, souvent dans des conditions difficiles. Leur expérience et leurs efforts offrent des leçons réelles et transférables pour les autres personnes, cherchant à obtenir un effet positif.

La mission du Solidarity Center est d'aider à construire un mouvement de travailleurs mondial en renforçant le pouvoir économique et politique des travailleurs à travers le monde, via des syndicats efficaces, indépendants et démocratiques.

SOLIDARITY CENTER
AFL-CIO

Copyright 2013